



UPAP/CAT/CFA/02/2022 - Doc N°09

COMMISSION FINANCES & ADMINISTRATION

Du 04 au 06 juillet 2022, Kinshasa (République démocratique du Congo)

PLAN D'ACTION DE LA COMMISSION FINANCES ET ADMINISTRATION POUR LE CYCLE 2022-2025

N° d'ordre	Sujet	Objectif	Action	Périodicité	Indicateur clé de performance	Responsabilité
1.	États financiers	Élaboration des états financiers	<ul style="list-style-type: none"> Communiquer les résultats financiers de l'Union, permettant ainsi aux parties prenantes de prendre des décisions d'ordre économique 	T1 2023 T1 2024 T1 2025	<ul style="list-style-type: none"> Approbation de 100% des comptes annuels Réalisation de la continuité de l'exploitation de l'Union 	Commission finances & administration / Secrétariat général
2.	Budget annuel / quadriennal	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration du budget annuel de l'Union Élaboration du budget quadriennal de l'Union 	<ul style="list-style-type: none"> Affectation des ressources selon les principes statutaires Financement du programme d'activités et des projets de l'Union Résolution des 	Annuel T3 2024	<ul style="list-style-type: none"> % d'activités réalisées par rapport au Plan d'activités Respect des plafonds budgétaires 	Commission finances et administration / Secrétariat général

			problèmes d'efficacité et de performance opérationnelles <ul style="list-style-type: none"> • Planification des activités et projection des flux de trésorerie entrants et sortants 			
3.	Audits	Audit des comptes annuels	<ul style="list-style-type: none"> • Obtention d'un avis indépendant sur la conformité des états financiers de l'Union avec les normes comptables. • Obtention d'un avis indépendant sur la régularité de la situation financière en fin d'exercice et sur le résultat des opérations à cette date. • Confirmation de la conformité des transactions financières avec le Règlement financier. 	T2 2022 T2 2023 T2 2024	<ul style="list-style-type: none"> • Certification sans réserve des états financiers de l'Union. • Nombre de recommandations formulées et exécutées dans les délais • 	Conseil d'administration / Commission finances & administration / Secrétariat général

GROUPE DE TRAVAIL SUR LE RECOUVREMENT DES ARRIÉRÉS DE CONTRIBUTION

4.	Contribution statutaire annuelle de l'exercice en cours	Recouvrement des contributions statutaires du cycle 2022/2025	<ul style="list-style-type: none"> Assurer l'envoi en temps utile par le Secrétariat général des factures pour le paiement des contributions statutaires annuelles 	Trimestriel	<ul style="list-style-type: none"> Montant perçu par État membre / membre associé 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat général
5.	Arriérés de contributions statutaires	Recouvrement des arriérés de contributions statutaires	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser et inciter les Membres à payer leurs contributions dans les délais. Tenir informés les États membres débiteurs par un rapport circonstancié de leurs arriérés de contributions statutaires Les membres débiteurs concluent des plans d'amortissement afin de solder leurs créances 	A l'ouverture de chaque exercice financier	<ul style="list-style-type: none"> Indice de recouvrement effectif 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat général
6.	Recouvrement des créances de longue date	<ul style="list-style-type: none"> Recouvrement des arriérés de longue date Obtenir l'engagement des hauts responsables de l'État 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser et inciter les Membres à payer leurs arriérés de contributions Obtenir auprès des membres débiteurs 	Selon le cadre de gestion et de prévention de la dette	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'encaissement d'arriérés de contributions (%) Taux de pays ayant répondu favorablement (%) 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat

			des plan d'amortissement <ul style="list-style-type: none"> Obtenir l'engagement des hauts responsables de l'Etat et des ministres en charge des services postaux Mise en place d'actions stratégiques hiérarchisées pour le recouvrement des arriérés de contributions 			général
7.	Apport en numéraire au projet « PAPU House »	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la mobilisation de l'apport en numéraire au projet « PAPU House » 	<ul style="list-style-type: none"> Règlement de la contribution statutaire spéciale au projet « PAPU House » Règlement des contributions volontaires par les États membres au projet « PAPU House » 	T2 2023	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de contributions statutaires spéciales perçues Nombre de contributions volontaires perçues 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat général
8.	Actions en vue du recrutement de nouveaux membres	Recruter de nouveaux États membres et Membres associés.	<ul style="list-style-type: none"> Encourager d'autres États membres de l'Union africaine à adhérer à l'Union ; Proposer des mesures incitatives pour les Membres associés Redynamiser la participation des États 	2022-2025	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'accessions de nouveaux États membres aux Actes de l'Union Nombre d'adhésion de nouveaux États membres à l'Union Nombre d'États membres ayant renouvelé leur participation aux activités de l'Union 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat général

			membres inactifs			
--	--	--	------------------	--	--	--

GROUPE DE TRAVAIL GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

N° d'ordre	Sujet	Objectif	Action	Périodicité	Indicateur clé de performance	Responsabilité
9.	Stratégie de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> Mise en cohérence de la stratégie RH avec la stratégie de l'UPAP 	<ul style="list-style-type: none"> Le Groupe de travail RH devra recommander l'adoption d'une structure RH pertinente à même de favoriser la mise en œuvre de la stratégie et du mandat de l'Union Le Groupe de travail RH devra favoriser la mise en adéquation des effectifs du Secrétariat général à la charge de travail réelle. Le Groupe de travail RH devra recommander l'optimisation des modalités de recrutement, notamment la mise en détachement, afin de doter le Secrétariat général des ressources nécessaires. 	T4 2023	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie RH du Secrétariat général Alignement et adéquation de la structure du Secrétariat général Amélioration des effectifs et du pourvoi des postes 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat général
10.	Ressources humaines Évolution des politiques	<ul style="list-style-type: none"> Mise à jour du Règlement du personnel à l'aune des textes d'autres organismes internationaux Mise en conformité avec 	<ul style="list-style-type: none"> Le Groupe de travail RH devra accompagner le Secrétariat général dans la mise en place de politiques RH en interne Le Groupe de travail RH devra veiller à la mise en application des pratiques RH 	T1 2023	<ul style="list-style-type: none"> Politique de rémunération et de gratification Procédure de traitement des réclamations/doléances Politique de promotion de 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat

		les normes et pratiques RH	modernes au sein du Secrétariat général		la parité hommes-femmes • Règlement en matière de voyages et des frais de séjour	général
11.	Dispositif de gestion des performances	<ul style="list-style-type: none"> Adoption d'un dispositif de gestion des performances 	<ul style="list-style-type: none"> Le Groupe de travail RH devra recommander un dispositif de gestion des performances pertinent pour le Secrétariat général Suivi de l'exécution du mandat de l'Union Suivi des performances et du rendement du personnel, et accompagnement à la réalisation des objectifs définis Fixation et alignement des objectifs individuels aux objectifs organisationnels de l'Union Améliorer le rendement et la satisfaction du personnel 	T2 2023	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration des fiches de postes pour l'ensemble des emplois du Secrétariat général Fixation d'objectifs de performance individuelle et élaboration de rapports d'évaluation Optimisation de la charge de travail grâce à une répartition pertinente Rapports annuels des performances individuelles Fixation des objectifs par département / service / unité et des objectifs du Secrétariat général 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat général
12.	Conditions d'emploi du personnel	<ul style="list-style-type: none"> Structures des rémunérations et des avantages 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la mise en place de contrats d'emploi et/ou de lettres de nomination en bonne et due forme pour le personnel Assurer la mise en cohérence des conditions d'emploi avec celles d'autres 	T2 2025	<ul style="list-style-type: none"> Contrats d'emploi et/ou lettres de nomination mis à jour Dispositif de rémunération et de gratification fiable 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat

			organisations internationales		<ul style="list-style-type: none"> Rémunération et avantages alignés sur ceux d'autres organisations internationales 	général
		<ul style="list-style-type: none"> Gestion des congés payés 	<ul style="list-style-type: none"> Le personnel devra profiter de leurs jours de congé annuel Maintenir la vitalité du personnel afin d'optimiser leur rendement 	T2 2023	<ul style="list-style-type: none"> Congés payés conformes au niveau fixé par le Règlement du personnel 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat général
		<ul style="list-style-type: none"> Santé et sécurité au travail 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un environnement professionnel propice et sécurisée Formation et accompagnement du personnel afin de protéger leur santé physique et mentale 	Annuel	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des accidents de travail Campagnes de prévention et formations en matière de santé 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat général
		<ul style="list-style-type: none"> Communication avec les employés et retour d'information 	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir la motivation du personnel en vue de l'atteinte de leurs objectifs Retour d'information du personnel sur les conditions d'emploi Améliorer les connaissances du personnel dans les domaines ci-après : <ul style="list-style-type: none"> Les conditions d'emploi Les procédures disciplinaires Procédure de traitement des réclamations/doléances Processus d'évaluation des performances 	T3 2022	<ul style="list-style-type: none"> Indice de satisfaction du personnel Niveaux de satisfaction du personnel en matière de : <ul style="list-style-type: none"> Périmètre du poste et livrables Mission de l'UPAP L'UPAP et les dossiers d'intérêt mondial 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat général
13.	Formation et	<ul style="list-style-type: none"> Audit des compétences 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une base de données 	T4 2023	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'audit des 	Commission

	développement du personnel du Secrétariat général	et mise en place d'une base de données équilibrée en termes de compétences	des compétences du Secrétariat général <ul style="list-style-type: none"> • Identification des carences en termes de compétences • Rapprochement du profil de l'employé (compétences, des expériences et des qualifications) avec la fiche de poste • Améliorer les compétences et assurer le développement personnel de l'employé 		compétences élaboré et base de données des compétences mise en place <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la carence en termes de compétences • Plans de développement personnel • Nombre d'employés formés 	finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat général
		<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration des plans de succession et mentorat 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la mise en place d'un plan de succession cohérent et le pourvoi de postes au moyen de formations sur le tas, de sessions de polyvalence et multitâches. 	Annuel	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'employés disposés à occuper des postes de niveau supérieur dans leur unité 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat général
14.	Formation et développement du capital humain des États membres de l'UPAP	<ul style="list-style-type: none"> • Recenser les experts dans différents domaines au sein de l'Union 	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier des experts dans le domaine du renforcement des capacités dans différents domaines au sein des opérateurs désignés et des autorités de régulation • Identification d'experts et création de bases de données 	En permanence	<ul style="list-style-type: none"> • Vivier d'experts de l'Union • Nombre d'experts habilités 	Groupe de travail / Secrétariat général
15.	Administration du régime de retraite	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un régime de retraite intégral au profit du personnel de l'Union • Définir un règlement pertinent d'encadrement du régime de retraite 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un cadre juridique pour la normalisation des prestations de retraite • Assurer une couverture et une protection fiables des intérêts des participants au régime de retraite. 	T1 2022	<ul style="list-style-type: none"> • Règlement de la Caisse de retraite adopté 	Commission finances et administration / Groupe de travail / Secrétariat général

ANNEXE 1

CADRE DE GESTION ET DE PRÉVENTION DE LA DETTE

Le cadre de gestion et de prévention de la dette a pour objectif d'atteindre les résultats suivants :

- a) Règlement intégral de la facture de la contribution l'exercice en cours
- b) Règlement intégral des arriérés de contributions
- c) Proposition et conclusion des plans d'amortissement
- d) Respect des dispositions des Actes de l'Union en matière des sanctions

DESCRIPTIF	DESCRIPTIF	ÉTAT ACTUEL	ACTIONS MENÉES	RÉSULTATS	RESPONSABLES
ZÉRO	Exercice en cours	Réglé	1. Transmission des factures 2. Relances trimestrielles (Article 24 du Règlement financier)	1. Règlement intégral	Secrétariat général
UN	Retard	Arriérés d'un an	1. 4 ^{ème} , 5 ^{ème} , 6 ^{ème} relances 2. Plaidoyer auprès des responsables du secteur postal 3. Correspondance adressée au ministre	1. Règlement intégral 2. Plan d'amortissement	Secrétariat général
DEUX	En souffrance (niveau de risque rouge)	Arriérés de deux ans	1. 5 ^{ème} , 6 ^{ème} , 7 ^{ème} relances 2. Plaidoyer auprès des responsables du secteur postal 3. Sanctions a. Suspension du droit de vote (Règlement d'exécution de la Convention, Art.22.2)	1. Règlement intégral	Secrétariat général / Groupe de travail
TROIS	Débiteur	Arriérés de 3 à 5 ans	1. 8 ^{ème} , 9 ^{ème} , 10 ^{ème} relances 2. Plaidoyer auprès des responsables du secteur postal 3. Mission de plaidoyer a. Leaders du secteur	1. Règlement intégral 2. Plan d'amortissement	Secrétariat général / Groupe de travail

			b. Ministre chargé du secteur 4. Plaidoyer auprès des instances compétentes 5. Sanctions a. Suspension du droit de vote (Règlement d'exécution de la Convention, Art.22.2)		
QUATRE	Créance de longue date	Égal ou supérieur à 6 ans	1. Relances semestrielles 2. Plaidoyer auprès des instances compétentes 3. Mission de plaidoyer a. Leaders du secteur b. Ministre chargé du secteur c. Ministère des affaires étrangères 4. Sanctions a. Exclusion de projets/programmes financés par l'UPAP b. Suspension (Art 22.2) 5. Remise de créance Remise partielle de la créance moyennant règlement de 50% de la créance (Résolution n°01/UPAP/CP/X/2021 Victoria Falls) 6. Allègement ou annulation de la créance (Résolution n° 01/UPAP/CA/XXXVII/2018 Alger) 7. Recours à l'Union africaine	1. Règlement intégral 2. Plan d'amortissement 3. Remise partielle de la créance à la sixième année	Secrétariat général / Groupe de travail

ANNEXE 2

JOURNAL DE LA SITUATION DES CONTRIBUTIONS STATUTAIRES ET D'ENDETTEMENT

Le Journal de la situation des contributions statutaires et d'endettement a pour objet d'assurer le suivi de la situation financière des membres.

Ainsi, il permet de :

- a) consulter l'état des contributions des membres
- b) alerter et sensibiliser les membres sur l'état de leurs contributions
- c) intervenir à temps auprès des membres débiteurs
- d) assurer une gestion progressive de la créance
- e) assurer la remontée des problèmes et intervenir dans les délais convenus

DESCRIP TIF	DESCRIPTIF DESCRIPTIF	ÉTAT ACTUEL	État membre	ACTIONS PRISES
UN	Exercice en cours	Réglé	Afrique du Sud, Angola, Burkina Faso, Botswana, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Eswatini, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mozambique, Sénégal, Tanzanie, Tunisie, Ouganda, Zimbabwe.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration. 2. Lettres d'accusé de réception des paiements et de remerciement
DEUX	Retard	Arriérés d'un an	Algérie, Bénin, Guinée équatoriale, Namibie, Niger, Nigeria, Zambie	<ol style="list-style-type: none"> 1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration. 2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement
TROIS	En souffrance (niveau de risque rouge)	Arriérés de deux ans	Tchad	<ol style="list-style-type: none"> 1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration. 2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement 3. 3^{ème} relance en mai 2022
QUATRE	Débiteur	Arriérés de 3 à 5 ans	Aucun	
CINQ	Créance de longue date	Égal ou supérieur à 6 ans	6-10 ANS <ol style="list-style-type: none"> 1. Ghana (6) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session

				<p>extraordinaire du Conseil d'administration.</p> <p>2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement</p> <p>3. Mise en application des sanctions par la 10^{ème} session ordinaire de la Conférence tenue à Victoria Falls au Zimbabwe</p>
			2. République du Congo (Brazzaville) (7)	<p>1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration.</p> <p>2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement</p> <p>3. Mise en application des sanctions par la 10^{ème} session ordinaire de la Conférence tenue à Victoria Falls au Zimbabwe</p> <p>4. Mission de plaidoyer du Secrétaire général auprès des responsables et du ministre chargé du secteur</p>
			3. RDC (7)	<p>1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration.</p> <p>2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement</p> <p>3. Mise en application des sanctions par la 10^{ème} session ordinaire de la Conférence tenue à Victoria Falls au Zimbabwe</p> <p>4. Mission de plaidoyer du Secrétaire général auprès des responsables et du ministre chargé du secteur</p>
			4. Soudan (8)	<p>1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021,</p>

				<p>dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration.</p> <p>2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement</p>
			1. Libye (9)	<p>1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration.</p> <p>2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement</p> <p>3. Mise en application des sanctions par la 10^{ème} session ordinaire de la Conférence tenue à Victoria Falls au Zimbabwe</p> <p>4. Proposition de remise de 50% motivée par la situation de guerre que traverse le pays, conformément à la résolution de la Conférence des plénipotentiaires</p>
			11-20 ANS	
			2. Érythrée (13)	<p>1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration.</p> <p>2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement</p> <p>3. Mise en application des sanctions par la 10^{ème} session ordinaire de la Conférence tenue à Victoria Falls au Zimbabwe</p> <p>4. Proposition de remise de 50% motivée par l'ancienneté de la créance, conformément à la résolution de la Conférence des plénipotentiaires</p>

			3. Guinée (14)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration. 2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement 3. Mise en application des sanctions par la 10^{ème} session ordinaire de la Conférence tenue à Victoria Falls au Zimbabwe 4. Proposition de remise de 50% motivée par l'ancienneté de la créance, conformément à la résolution de la Conférence des plénipotentiaires
			4. Gambie (18)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration. 2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement 3. Mise en application des sanctions par la 10^{ème} session ordinaire de la Conférence tenue à Victoria Falls au Zimbabwe 4. Proposition de remise de 50% motivée par l'ancienneté de la créance, conformément à la résolution de la Conférence des plénipotentiaires
			5. Liberia (20)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Facture émise pour le règlement de la

				<p>contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration.</p> <p>2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement</p> <p>3. Mise en application des sanctions par la 10^{ème} session ordinaire de la Conférence tenue à Victoria Falls au Zimbabwe</p> <p>4. Proposition de remise de 50% motivée par l'ancienneté de la créance, conformément à la résolution de la Conférence des plénipotentiaires</p>
			21-40 ANS	
			1. Sierra Leone (32)	<p>1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration.</p> <p>2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement</p> <p>3. Mise en application des sanctions par la 10^{ème} session ordinaire de la Conférence tenue à Victoria Falls au Zimbabwe</p> <p>4. Proposition de remise de 50% motivée par l'ancienneté de la créance, conformément à la résolution de la Conférence des plénipotentiaires</p>
			2. République centrafricaine (34)	<p>1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session</p>

				<p>extraordinaire du Conseil d'administration.</p> <p>2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement</p> <p>3. Mise en application des sanctions par la 10^{ème} session ordinaire de la Conférence tenue à Victoria Falls au Zimbabwe</p> <p>4. Proposition de remise de 50% motivée par l'ancienneté de la créance, conformément à la résolution de la Conférence des plénipotentiaires</p>
			3. Comores (34)	<p>1. Facture émise pour le règlement de la contribution annuelle au mois de juillet 2021, dès la clôture de la 10^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration.</p> <p>2. 1^{ère} et 2^{ème} relances transmises en 2021 et février 2022 respectivement</p> <p>3. Mise en application des sanctions par la 10^{ème} session ordinaire de la Conférence tenue à Victoria Falls au Zimbabwe</p> <p>4. Proposition de remise de 50% motivée par l'ancienneté de la créance, conformément à la résolution de la Conférence des plénipotentiaires</p>